

## Déclaration sur l'infrastructure dans le Nord

le 26 février, 2013

**Dennis Bevington, député des Territoires du Nord-Ouest:**

Monsieur le Président, je suis très heureux de prendre la parole au sujet de la merveilleuse résolution proposée par la députée de **Trinity-Spadina**.

Quand il est question d'infrastructures, la plupart des Canadiens pensent aux besoins des grandes villes, bien que cela puisse dépendre de l'endroit où ils habitent.

Pourtant, les municipalités rurales et éloignées ont des besoins comparables ou même supérieurs à ceux des villes comme Toronto, Vancouver et Montréal. Elles n'ont toutefois pas le même poids politique ni les mêmes ressources.

Comme je représente l'une des régions les plus éloignées de notre grand pays, que j'ai longtemps été maire et que j'ai présidé l'Association des municipalités des Territoires du Nord-Ouest, je connais très bien les défis que posent les infrastructures dans les collectivités du Nord. Ces défis prennent plusieurs formes.

Quand il a témoigné devant le Comité permanent des affaires autochtones en 2009, David Austin, de l'Association des communautés du Yukon, a déclaré ceci:

Il faut aussi reconnaître qu'il n'est pas possible de construire une infrastructure au Yukon à des coûts comparables à ceux des centres urbains du Sud. La courte saison estivale et le manque de travailleurs qualifiés dans certains métiers spécialisés sont des facteurs. Par ailleurs, la distance qui nous sépare des grands marchés augmente les coûts de transport des matériaux, et il est difficile de faire des économies d'échelle au Yukon en raison de sa petite économie.

Ses commentaires valent aussi pour les autres régions du Nord, c'est-à-dire les territoires du Nord, les collectivités autochtones qui vivent en région nordique et la partie nordique de toutes les provinces.

Le Canada compte probablement 300 collectivités « rurales et éloignées », environ.

À Yellowknife, la capitale des Territoires du Nord-Ouest, le déficit en matière d'infrastructures est clairement documenté et atteint environ 67 millions de dollars. Cela vous donne une idée de l'ampleur des travaux de remplacement qui sont nécessaires.

Nous vivons dans un environnement très ardu, où tout coûte cher et où les changements climatiques et la rigueur du milieu rendent des remplacements nécessaires.

Le maire de Yellowknife, Mark Heyck, a déclaré ceci dernièrement:

[...] Je crois que nous devons investir davantage dans l'entretien de nos infrastructures municipales que nous ne l'avons fait par le passé. Je crois aussi que nous devons choisir avec soin les projets d'immobilisations auxquels nous donnerons priorité, de façon à nous concentrer sur les infrastructures essentielles [...]

Il ne s'agit donc pas de projets qui visent un seul but esthétique ou d'autres projets sans importance. On parle ici d'éléments absolument essentiels au fonctionnement d'une petite ville.

Le maire a dit ensuite:

Nous devons aussi participer au travail de lobbying que mènent, à l'échelle territoriale et nationale, l'Association des municipalités des Territoires du Nord-Ouest et la Fédération canadienne des municipalités, pour faire en sorte que les gouvernements fédéral et territoriaux offrent aux municipalités le soutien dont elles ont besoin pour combler leur déficit en matière d'infrastructures.

Comme Yellowknife aide probablement le reste du pays grâce à son extraordinaire industrie minière et à la valeur fort élevée par habitant de son produit intérieur brut, tout le Nord du Canada est censé assumer le fardeau du PIB national plus que toute autre partie du pays. Pour cela, il nous faut des infrastructures appropriées.

Le plan d'activités de 2008-2012 du ministère des Travaux et des Services publics des Territoires du Nord-Ouest expose encore plus directement les besoins des territoires en matière d'infrastructures. Je cite:

Le gouvernement des Territoires du Nord-Ouest a, en matière d'infrastructures, des besoins qui excèdent largement sa capacité d'y répondre. C'est pourquoi il est appelé à explorer des approches novatrices et de portée générale sur le plan de la planification, de l'acquisition, de l'utilisation et de l'entretien des infrastructures.

Le problème, c'est que l'innovation a ses limites, ce qui signifie qu'il nous faut simplement investir.

Pour répondre aux besoins des Territoires du Nord-Ouest en matière d'infrastructures, le gouvernement territorial a dû emprunter. Les limites imposées par Ottawa au pouvoir d'emprunt lui ont causé de sérieuses difficultés.

Dans le discours du budget qu'il a prononcé il y a à peu près une semaine, le ministre des Finances des Territoires du Nord-Ouest a déclaré:

[...] chaque dollar investi dans les infrastructures est de l'argent emprunté, ce qui nous rapproche de notre limite d'emprunt et ne nous laisse aucune marge de manoeuvre pour faire face à un éventuel ralentissement économique ou faire des investissements stratégiques afin de soutenir la croissance de notre économie.

Les Territoires du Nord-Ouest se trouvent ainsi dans une situation où il faut déshabiller Pierre pour habiller Paul et où ils ne peuvent pas voir comme il se doit à leur avenir.

Au Nunavut, la détérioration des infrastructures est tout aussi importante. Le gouvernement du territoire estime qu'il lui faudra 6 milliards de dollars au cours des 20 prochaines années pour répondre à ses besoins en matière d'infrastructures.

Le territoire a besoin de 3 600 nouveaux logements. Il a besoin d'un port en eau profonde, à Iqaluit et ailleurs. Nous avons assisté à un excellent exposé ce matin au Comité permanent des affaires étrangères et du développement international sur le manque incroyable d'infrastructures de transport au Nunavut.

Le Nunavut doit trouver des sources d'énergie de substitution. Il utilise actuellement 33,4 millions de litres de diesel pour produire de l'électricité. C'est inabordable pour cette région et cela ne changera pas. Iqaluit, ville de 7 000 habitants, a un déficit de 160 millions de dollars au chapitre des infrastructures.

Il serait peut-être possible de réunir, en raclant les fonds de tiroirs, comme a dit le maire, les 20 millions de dollars nécessaires pour faire les améliorations grandement nécessaires, mais cela est loin de suffire pour régler les problèmes auxquels la ville est confrontée.

Plus tôt, ce mois-ci, la première ministre du Nunavut était ici, à Ottawa, pour demander 500 millions de dollars sur cinq ans pour seulement deux projets. Elle n'a pas obtenu grand-chose.

C'est là le genre de situations dans lesquelles se trouvent les collectivités et les gouvernements de tout le Nord du Canada. Nous sommes censés être les moteurs économiques de l'avenir, mais c'est maintenant qu'il faut investir.

Il est bien malheureux que la politique soit mêlée aux investissements dans les infrastructures. Nous avons besoin d'une stratégie claire pour rendre les infrastructures canadiennes conformes aux normes du XXI<sup>e</sup> siècle.

J'ai été membre du Conseil du Fonds municipal vert de la Fédération canadienne des municipalités pendant cinq ans, et il était possible de repérer partout au pays les bons investissements qui étaient judicieux du point de vue de l'environnement et des coûts à long terme pour les collectivités.

Cette information est encore disponible auprès de la Fédération canadienne des municipalités, un organisme formidable. Nous pouvons améliorer nos infrastructures, mais nous devons prendre les mesures qui s'imposent.

Améliorer les infrastructures, c'est plus qu'améliorer les routes, les fossés et les dépotoirs; c'est préparer les collectivités à faire la transition vers un avenir vert. Cela est très important. Quand on investit dans un projet non durable, cet investissement cause des problèmes pendant 40 ans. Nous devons donc choisir judicieusement les projets dans lesquels nous investirons.

Les municipalités canadiennes s'emploient à comprendre la façon dont ce font ces investissements et elles seront probablement les mieux placées pour nous guider en la matière à l'avenir. Il est extrêmement important que le gouvernement fédéral reconnaisse la nécessité de travailler de concert avec les municipalités lorsqu'il est question d'investir dans les infrastructures.

J'aimerais citer Gord Van Tighem, qui a été maire de Yellowknife pendant de nombreuses années: « Dans les municipalités qui ont une eau de qualité, des logements abordables, de l'électricité et des emplois, les gens peuvent vivre sainement. » Vivre sainement devrait être l'objectif de tous les Canadiens.

Le gouvernement pourrait remédier concrètement au déficit infrastructurel du Canada si seulement il adoptait une approche stratégique plutôt que de financer des projets en fonction de l'avantage politique qu'ils rapportent. Nous devons vraiment nous dissocier de cela.

Nous devons mettre en place un système qui permet aux municipalités de faire des choix logiques et rationnels pour leur avenir selon les meilleures pratiques possibles permettant de réaliser les objectifs visés.

La durabilité est si importante. Nous ne pouvons léguer le présent déficit infrastructurel à nos petits-enfants. Nous ne pouvons accepter que nos petits-enfants aient eux aussi à se rendre au travail dans des conditions difficiles, parce que nous n'aurons pas fait le nécessaire. Nous avons la responsabilité de léguer quelque chose de mieux que ce que nous avons présentement. Ce devrait être notre objectif.

J'espère que les conservateurs appuieront la résolution et que nous pourrons unir nos efforts pour bâtir un Canada meilleur.